



DECLARATION

de l'EDS (European Democrat Students)
à propos des grèves dans les universités françaises et leurs conséquences

Dans le cadre du processus de Bologne, l'ensemble des pays européens a engagé depuis plusieurs années d'importantes réformes universitaires. Offrir à leurs étudiants un enseignement de qualité, une recherche d'excellence, ainsi qu'une plus grande mobilité sont les principaux objectifs de ces politiques.

Les réformes engagées par le gouvernement français depuis l'été 2007, à commencer par la loi LRU qui offre aux universités françaises d'avantage d'autonomies et de possibilités financières, s'inscrivent dans cette volonté européenne de donner à nos universités tous les outils pour être compétitives sur le plan international.

Malheureusement, depuis déjà trois mois, plusieurs universités françaises sont touchées par des mouvements de contestation qui ont pour mode d'expression des grèves, des rétentions de notes, des blocages, et qui menacent l'avenir des examens.

Si tous les pays connaissent de temps en temps des manifestations, sous diverses formes, la régularité de ce type d'actions en France est une triste exception. **Les étudiants étrangers ne comprennent pas pourquoi on laisse quelques personnes, qui contestent sans cesse toute modernisation de notre système universitaire, prendre en otage la grande majorité des étudiants.**

Ces diverses actions nuisent à l'image des universités françaises et à la qualité de leurs diplômes, et risquent d'accroître la désaffection des étudiants étrangers, en particulier européens, vis-à-vis de la France. En effet, les étudiants étrangers sont directement touchés par les blocages des universités, et se demandent s'ils pourront valider leur semestre passé en France.

Réunis en congrès à Paris du 22 au 26 avril 2009, à l'invitation de l'UNI (Union Nationale Inter-universitaire), nous avons eu l'honneur de rencontrer madame Valérie PECRESSE, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et monsieur Xavier DARCOS, ministre de l'éducation nationale. Nous leur avons fait part de nos inquiétudes sur les conséquences des mouvements de grève dans les universités françaises, et de notre volonté de voir aboutir les réformes engagées. Les deux ministres nous ont notamment dit leur détermination à ne pas pénaliser les étudiants étrangers, et à poursuivre le développement de la mobilité des étudiants européens.

Nous, représentants de l'EDS (European Democrat Students), mouvement associé au PPE (Parti Populaire Européen), et réunissant 35 organisations de toute l'Europe, déclarons :

- défendre la liberté d'étudier, d'enseigner et de circuler
- combattre toute forme de blocage et de violence dans les établissements universitaires
- vouloir que l'ensemble des étudiants, français et étrangers, puissent rapidement passer leurs examens, sur la base de la totalité du programme prévu en début d'année.
- qu'il est indispensable que les conventions passées entre universités françaises et étrangères soient respectées.
- souhaiter que les réformes engagées par le gouvernement français, dans le cadre du processus de Bologne, se poursuivent.

Adoptée à l'unanimité à Paris, le 25 avril 2009

Les membres de l'EDS :

- **Allemagne** : Ring Christlich-Demokratischer Studenten (RCDS)
- **Autriche** : Aktionsgemeinschaft (AG)
- **Belgique** : Christien Democratische Studenten (CDS)
- **Biélorussie** : Y.F. Malady Front
- **Bulgarie** : federation of Independant Student Societies (FISS)
- **Chypre** : Protoporia
- **Croatie** : Croatian Academia Union (CAU)
et University Organisation of the Croatian Peasant Party (SOHSS)
- **Danemark** : Danmarks Konservative Studerende (DKS)
- **Estonie** : Noored Koservattivid
- **Finlande** : Kokoomuksen Opiskelijaliitto Tuhatkunta
- **France** : **Union Nationale Inter-universitaire (UNI)**
- **Géorgie** : YSO GRAALI
- **Grèce** : Dimokratiki Ananeotiki Protoporia-Nea (DAP)
et Nea Dimokratiki Foititiki Kinissi (NDFK)
- **Hongrie** : Fidesz Youth Section (Fidesz IT)
- **Italie** : Forza Italia Giovani (FIG)
- **Lettonie** : Latvian Conservative Youth Union (LCYU)
- **Lituanie** : Jaunuju Konservatoriou Liga (JKL)
- **Macédoine** : Youth Forces Union of VMRO-DPMNE
- **Malte** : Studenti Demokristjani maltin Dar LiStudenti, Universita ta'Malta (SDM)
- **Moldavie** : Noua Generatie Partidul Popula Crestin Democrat (NGPPCD)
- **Norvège** : Hoyres Studenterforbund (HSF)
- **Pologne** : Mlodzi Konserwatysci (MK) et Niezalezne Zrzeszenie Studentow (NZS)
- **Portugal** : Juventude Social Democrata (JSD)
- **République Tchèque** : Mladi Konzervativci (MK)
- **Roumanie** : Partidul National Taranesc Crestin Democrat (TUNTCD)
et Organizatiaje Studenti a Partidului Democrat (OSPD)
- **Royaume-Uni** : CF Conservative Future
- **Serbie** : Konfederacija Liberalnih i Konservativnih Studenata (KLIKS)
- **Slovaquie** : Obciansko Democraticka Mladez (ODM)
- **Slovénie** : Slovenska Akademska Unijja (SAU)
- **Suède** : Fria Moderata Studentforbundet (FMSF)
- **Ukraine** : Ukrainian Students Association (EUSA)